

La Banque mondiale hors de la terre !

Contre la privatisation et la financiarisation des terroirs des communautés ! Pour la réalisation du droit à la terre et la réforme agraire !

13 mai 2024

Après une pause de quelques années, la Banque mondiale organise une nouvelle conférence sur la terre à Washington DC, du 13 au 17 mai 2024. Le thème de cette conférence est « Sécuriser les régimes fonciers et l'accès à la terre pour l'action climatique » et, selon la Banque mondiale, la conférence « vise à mettre en évidence des stratégies efficaces pour sécuriser les régimes fonciers et l'accès à la terre à l'appui de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci. »¹

En tant qu'organisations de productrices et producteurs alimentaires à petite échelle, de peuples autochtones, de travailleurs et travailleuses, de communautés de base et de la société civile, nous reconnaissons et dénonçons depuis longtemps la Banque mondiale comme un acteur clé qui participe à l'accaparement des terres et des ressources et le rend possible, tout en facilitant la privatisation des ressources naturelles et leur concentration entre les mains d'élites et d'entreprises motivées par leurs propres intérêts.

En effet, la Banque mondiale est elle-même un important accapareur de terres, soit en investissant directement dans des projets, soit en mettant des capitaux à la disposition d'investisseurs multinationaux, notamment par l'intermédiaire de sa branche privée, la Société financière internationale (SFI), et de sa propre société de gestion d'actifs.² La Banque fournit également des garanties et une assistance technique tout en poussant les gouvernements à formuler des lois et des politiques qui « facilitent les affaires » dans l'agriculture et d'autres secteurs.³ En Afrique et ailleurs, la Banque mondiale a fermement soutenu les plantations industrielles sous couvert de « développement national », qui ont eu pour effet pervers d'enrichir les entreprises, de déposséder les populations et les communautés rurales et d'anéantir divers écosystèmes.⁴

En outre, la Banque mondiale a une longue histoire de promotion d'une approche de la gestion et gouvernance des terres et des ressources naturelles basée sur le marché, de promotion de la privatisation et la financiarisation de la terre, les forêts et les pêcheries et de transformation des droits fonciers traditionnels et coutumiers en titres prêts à être commercialisés. La « réforme foncière assistée par le marché » de la Banque, avec son modèle « acheteur consentant - vendeur consentant », qui a été mis en œuvre dans plusieurs pays en développement, a accru l'inégalité foncière et la pauvreté et a créé les conditions d'une concentration foncière plutôt que d'une redistribution.⁵

La Banque mondiale est un acteur clé du Capitalisme Dévoyé, qui transforme les terres, les pêcheries, les forêts et les autres ressources naturelles en actifs financiers destinés à la

¹ www.worldbank.org/en/events/2023/10/05/land-conference-2024.

² www.ifcamc.org/portfolio.

³ <https://eba.worldbank.org/en/eba>.

⁴ www.wrm.org.uy/bulletin-articles/the-enduring-legacy-of-a-little-known-world-bank-project-to-secure-african-plantations-for-european.

⁵ www.social.org.br/files/pdf/Reform_Policies.pdf.

spéculation et qui génère la violence, la dépossession des personnes et des communautés, et la destruction des écosystèmes et de la Terre nourricière.⁶

L'État de Piauí, au Brésil, en est un exemple : un projet de la Banque mondiale a été utilisé par des entreprises et des acteurs financiers locaux et internationaux pour légaliser l'accaparement de terres et l'établissement de plantations en monoculture. Celles-ci ont entraîné la destruction à grande échelle du *Cerrado*, un écosystème crucial et riche en biodiversité, qui abrite des millions de personnes. Les peuples autochtones, les communautés rurales de paysan.ne.s, de petits pêcheurs, d'éleveur.e.s et de populations forestières ont été la cible d'attaques violentes et ont perdu leurs terroirs. Les communautés ainsi que les organisations locales et internationales de la société civile dénoncent depuis des années le fait qu'un programme d'attribution de titres fonciers financé par la Banque mondiale a été utilisé par les accapareurs de terres pour officialiser et légaliser leurs activités illégales.⁷ À la suite d'une forte mobilisation des communautés et des organisations locales, l'État de Piauí a récemment commencé à délivrer des titres collectifs aux communautés dans le cadre du programme, mais les progrès ont été extrêmement lents et les communautés restent extrêmement vulnérables à la dépossession.

De même, la Banque mondiale a été fortement impliquée dans la prolifération de projets hydroélectriques nuisibles à l'environnement en Asie du Sud-Est, en particulier au Laos. La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a notamment fourni des fonds propres et des prêts pour plusieurs projets de barrages, tout en offrant des services de gestion des risques et des conseils aux investisseurs. En outre, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), la branche de la Banque mondiale chargée de l'assurance contre les risques politiques et du rehaussement de crédit, a fourni une assurance contre les risques aux prêteurs étrangers, afin de réduire les risques inhérents à la construction de barrages, rendant ainsi les projets attrayants et rentables pour les investisseurs mondiaux.⁸ Ce faisant, la Banque n'a accordé que très peu d'attention aux conséquences socio-économiques et environnementales significatives des projets de barrages, en particulier les changements irréversibles de l'hydrologie des rivières et des écosystèmes, ainsi que le déplacement des communautés et la perte de la population locale du contrôle sur les ressources naturelles qui sont essentielles à leurs moyens de subsistance et à leur souveraineté alimentaire.⁹ Dans certains projets de barrage – comme pour les Bujagali Falls en Ouganda –, la Banque mondiale a fait appel à des mécanismes de marché tels que les « compensations de biodiversité » pour affirmer qu'elle protégeait les écosystèmes sensibles. Cependant, il est prouvé que ces mécanismes ne protègent pas réellement les droits des communautés rurales ou l'environnement, mais favorisent au contraire une financiarisation accrue de la nature et l'accaparement des ressources.¹⁰

Alors que la Banque mondiale cherche à se présenter comme profondément préoccupée par le changement climatique, elle continue à déverser des milliards de dollars dans l'industrie des combustibles fossiles du monde entier, malgré toutes ses promesses de réorienter ses investissements.¹¹ Dans le même temps, elle joue un rôle majeur dans la création de marchés mondiaux du carbone grâce à de nombreux fonds carbone et à des mécanismes de financement.¹² Dès 2008, la Banque mondiale a été dénoncée pour avoir émis de faux crédits carbone, c'est-à-dire des crédits qui n'avaient aucun avantage pour l'environnement, mais dont le but était de blanchir les activités d'entreprises polluantes.¹³ Dans le contexte du financement de la lutte contre le changement

⁶ www.foodsovereignty.org/fr/le-capitalisme-devoye-et-la-financiarisation-des-terres-et-de-la-nature.

⁷ www.fian.org/en/press-release/article/world-bank-must-stop-land-grabbing-and-ecological-destruction-in-brazil-2546; <https://social.org.br/en/pub/booklets-english/322-land-speculation-in-the-matopiba-region-and-socio-environmental-impacts>.

⁸ <https://focusweb.org/wp-content/uploads/2019/03/Offloading-Risks-Avoiding-Liabilities-1-1.pdf>.

⁹ <https://viacampesina.org/en/chayuda-boonrod-dams-are-just-good-for-the-capitalists>.

¹⁰ www.internationalrivers.org/news/blog-world-bank-reneges-on-its-promise-to-protect-key-biodiversity-site-on-ugandas-white-nile; www.foei.org/publication/no-net-loss-of-biodiversity-a-false-solution-and-more-destruction.

¹¹ www.urgewald.org/world-bank-drives-billions-fossil-fuel-investments.

¹² www.brettonwoodsproject.org/2018/09/carbon-finance-role-world-bank-carbon-trading-markets.

¹³ <https://focusweb.org/is-the-world-bank-profiteering-on-bogus-carbon-credits>.

climatique, la Banque mondiale est devenue un acteur clé de la promotion et de la mise en œuvre de mesures d'atténuation du changement climatique fondées sur le marché, qui visent à utiliser les terroirs des populations comme puits de carbone pour les grands pollueurs et qui sont destinées à intensifier la financiarisation de la nature – la terre, les forêts, les océans, etc. – et, par conséquent, la dépossession des populations et des communautés. Par l'intermédiaire de l'AMGI, la Banque mondiale fournit une assurance contre les risques politiques liés aux marchés volontaires du carbone,¹⁴ qui sont au cœur des engagements « net zéro » des pays et des entreprises, qui permettent la poursuite des émissions de GES et de la destruction des écosystèmes.¹⁵

Les marchés du carbone et les systèmes de compensation promus par la Banque mondiale, les soi-disant « solutions fondées sur la nature » et la « finance durable » sont destinés à exacerber la dépossession et la violence à l'encontre des personnes et de leurs territoires.

La terre, les écosystèmes et les moyens de subsistance sont subordonnés à l'économie financiarisée, transformant nos territoires en « actifs » qui sont ensuite échangés sur les marchés du carbone et les marchés financiers.¹⁶ En outre, des recherches récentes ont mis en évidence les profondes failles systémiques des marchés du carbone, les avantages environnementaux douteux et la fraude généralisée par le biais de compensations carbone « de pacotille ».¹⁷ Des recherches récentes ont montré qu'au maximum 12 % des crédits de CO2 disponibles sur les marchés du carbone conduisent à une réduction réelle des émissions¹⁸, ce qui prouve une fois de plus qu'il s'agit d'une fausse solution climatique qui a échoué de manière spectaculaire.

Le programme REDD+ et d'autres chercheurs ont documenté les impacts dévastateurs de ces projets sur les communautés et leurs terroirs, et la prolifération des marchés volontaires du carbone est destiné à répéter et à intensifier ces risques.¹⁹ Fait révélateur, la Forest Carbon Partnership Facility, une des initiatives dans le cadre desquelles la Banque mondiale promeut et finance les projets REDD+, l'agriculture dite « intelligente face au climat » et « une planification plus intelligente de l'utilisation des terres », tout en facilitant les partenariats public-privé, figure en bonne place parmi les sponsors de la prochaine Conférence sur la terre et est donc susceptible d'y être promue.²⁰

La Banque mondiale est une pièce maîtresse de l'architecture financière mondiale, qui nuit aux populations et à la planète, tout en perpétuant des structures d'exploitation et coloniales.

Malgré le remaniement de sa Conférence sur la terre et ses efforts pour se présenter comme un partenaire dans la recherche de solutions aux dommages causés par l'accaparement des terres, le changement climatique et la destruction des écosystèmes, il n'est que trop évident que la Banque mondiale continue de promouvoir le même programme de privatisation et de marché que par le passé, servant ainsi les intérêts des entreprises et du capital financier. L'accent étroit mis par la conférence sur la « sécurité foncière » ainsi que sur « l'accès à la terre pour l'atténuation, l'adaptation et les investissements dans la gestion des risques de catastrophe » montre clairement que la Banque mondiale n'est pas intéressée par les réponses structurelles et systémiques dont le monde a besoin face à des crises multiples et interconnectées. Au contraire, elle se sert de la crise climatique comme d'un nouveau prétexte pour pousser à la marchandisation des terroirs et promouvoir de nouvelles formes d'extraction, d'exploitation et de spéculation à travers de fausses solutions financiarisées.

¹⁴ www.oaklandinstitute.org/blog/carbon-offsets-world-bank-miga-carbon-credit-insurance.

¹⁵ <https://theconversation.com/climate-scientists-concept-of-net-zero-is-a-dangerous-trap-157368>.

¹⁶ www.eurovia.org/publications/ecvc-publication-carbon-farming-a-new-business-model-for-who.

¹⁷ www.oaklandinstitute.org/blog/carbon-offsets-world-bank-miga-carbon-credit-insurance.

¹⁸ www.research-collection.ethz.ch/handle/20.500.11850/620307.

¹⁹ Voir, par exemple, for instance: <https://gspp.berkeley.edu/research-and-impact/centers/cepp/projects/berkeley-carbontrading-project/REDD+>; www.uvm.edu/agroecology/wp-content/uploads/2018/01/ChappellMJEtAl_FoodSovereignPovertyBiodiversityLA_13.pdf; <https://foe.org/blog/2014-10-nine-reasons-why-redd-is-a-false-folution-friends-of/>; <https://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2013/11/REDD-and-UC-report-final.pdf>; <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1462901110001334>.

²⁰ www.forestcarbonpartnership.org.

La véritable réponse à l'augmentation de la faim et de la malnutrition, au changement climatique, à la destruction des écosystèmes et à la perte de biodiversité, ainsi qu'à l'aggravation des inégalités, consiste à placer les terres et les territoires sous le contrôle et la gestion des personnes et des communautés.

Cela nécessite des politiques et des programmes publics globaux pour garantir le respect et la protection de leurs droits fonciers, y compris les systèmes fonciers collectifs et coutumiers, ainsi que pour assurer la restitution et la redistribution des terres, des forêts et des ressources aquatiques aux personnes et aux communautés qui les respectent et les nourrissent, en particulier les producteurs et productrices d'aliments à petite échelle, les peuples autochtones, et les autres populations des zones rurales. C'est pourquoi les membres du groupe de travail sur la terre, les forêts, l'eau et les territoires du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) ont appelé à l'organisation d'une conférence internationale pour le droit à la terre, aux territoires et à la réforme agraire, en tant que cadre multilatéral pour coordonner une réponse mondiale à l'accapement des terres et des ressources, et à la concentration croissante et non durable des terres et des ressources naturelles entre les mains des entreprises, des acteurs financiers et des élites. Par conséquent, nous saluons l'initiative prise par le gouvernement colombien et soutenue par le Brésil d'accueillir une deuxième Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural en 2026 (CIRARD+20), comme annoncé lors de la Conférence internationale sur l'accapement des terres dans le monde en mars 2024.

Nous, organisations soussignées, appelons les Etats à :

- Empêcher la Banque mondiale de s'engager dans l'accapement des terres et des ressources et dans la destruction des terroirs et des écosystèmes, à la fois directement et indirectement, en veillant à ce que tous les projets, prêts, investissements et garanties de la Banque mondiale qui impliquent ou facilitent les transactions sur les terres, l'eau et les forêts, la violation du droit des personnes et des communautés à la terre, et la destruction des écosystèmes soient immédiatement interrompus, en veillant à ce que les responsables rendent des comptes et à ce que des réparations soient accordées conformément aux critères du droit international.²¹
- Veiller à ce que la Banque mondiale s'abstienne d'influencer les politiques mondiales, régionales et nationales concernant les régimes fonciers, les terres et les terroirs, ainsi que le changement climatique et la protection de la biodiversité.
- Mettre pleinement en œuvre leurs obligations au titre du cadre international des droits humains afin de réaliser les droits à l'alimentation et à la terre des peuples autochtones, des paysan.e.s, des communautés de pêcheurs et des travailleuses et travailleurs du secteur de la pêche, des éleveurs, des populations forestières et d'autres communautés, notamment au titre de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et les Directives pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts.
- Adopter des mesures efficaces pour s'attaquer aux facteurs structurels de l'accapement et de la concentration des terres, en protégeant les droits fonciers des personnes et des communautés et en adoptant des politiques de réforme agraire redistributives.

²¹ Assemblée générale des Nations Unies, « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, » A/RES/60/147, 21 mars 2006, <https://undocs.org/A/RES/60/147>.

- Soutenir l'organisation d'une deuxième Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural en 2026 (CIRADR+20), comme l'a récemment annoncé le gouvernement colombien avec le soutien du Brésil, en tant qu'espace multilatéral approprié pour convenir de mesures efficaces et les coordonner afin de mettre fin à l'accaparement des terres, de surmonter la concentration des terres et de garantir la justice climatique, environnementale, sociale et de genre, ainsi qu'une transition juste vers l'agroécologie. Le processus menant à une telle conférence doit garantir la participation adéquate, efficace et autonome des organisations de détenteurs de droits, et les États devraient fournir un soutien financier pour permettre la tenue d'une telle conférence.
- Prendre des mesures concrètes pour s'attaquer aux causes structurelles de la crise de la dette mondiale et démocratiser le système financier mondial afin qu'il serve les droits humains et l'intérêt public, plutôt que les intérêts privés et des entreprises, notamment en :
 - Négociant une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale afin de s'attaquer de manière globale aux paradis fiscaux, aux abus fiscaux commis par les multinationales et aux autres flux financiers illicites ;
 - Établissant un cadre juridique multilatéral sous les auspices des Nations unies qui traiterait de manière exhaustive la dette insoutenable et illégitime, y compris par le biais d'une annulation de la dette à grande échelle ;
 - Évaluant les risques systémiques posés par les instruments et les acteurs du secteur financier non réglementés ou insuffisamment réglementés, y compris la réglementation et la supervision du secteur de la gestion d'actifs (shadow banking), la réglementation et la supervision des agences de notation de crédit et un nouveau consensus mondial sur la gestion des comptes de capitaux ;
 - Éliminant les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) et conclure un instrument international juridiquement contraignant pour régler les activités des sociétés transnationales et les tenir responsables des violations des droits humains en soutenant les négociations en cours pour un instrument contraignant des Nations unies sur les entreprises et les droits humains.
- Réorienter leurs financements de la Banque mondiale liés à la terre et au changement climatique vers des solutions réelles mises en œuvre par les personnes et les communautés sur leurs territoires, en garantissant une participation effective et adéquate des détenteurs de droits à l'élaboration des politiques.

Signataires (au 16 mai 2024) :

ActionAid International
 Adivasi ry., Finland
 African Centre for Biodiversity, South Africa
 Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles (WAMIP)
 Amigos de la Tierra España, Spain
 Asociación MiRu (Mirada Rumiante), Spain
 Asociación Mujeres Emprendedoras de Alta Verapaz (MEAV), Guatemala
 Association de Développement Agricole Éducatif et Sanitaire de Manono, DRC
 Association FAMV (France-Ardèche pour un Mali Vert), France
 Australian Food Sovereignty Alliance
 Bretton Woods Project, United Kingdom
 CADTM International
 Censat Agua Viva, Colombia
 Centro Internazionale Crocevia, Italy

Civil Society Financing for Development Mechanism
 CESTA Amigos de la Tierra, El Salvador
 COECOceiba Amigos de la Tierra Costa Rica
 Collective FocusPuller, Italy
 Conseil interprofessionnel de la pêche artisanale du Sénégal (CONIPAS)
 Conseil national de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), Senegal
 Convergence Globale des Luites pour la Terre et l'Eau - Afrique de l'Ouest (CGLTE-AO)
 Coordinadora Nacional Campesina Eloy Alfaro, Ecuador
 Coordinadora Nacional de Organizaciones de Mujeres Trabajadoras, Rurales e Indígenas (CONAMURI), Paraguay
 Coordination Office of the Austrian Bishop's Conference, Austria

Daayyaa Generation Network (DGN), Ethiopia
 Diálogo 2000 - Jubileo Sur Argentina
 Disability People's Forum Uganda
 Ecoropa
 Ekumenická akademie (Ecumenical Academy), Czech Republic
 Entraide et Fraternité, Belgium
 Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia, Mexico
 Federación de Pueblos Indígenas Kechwa Chazuta Amazonía (FEPIKECHA), Peru
 FIAN Belgium
 FIAN Deutschland
 FIAN Indonesia
 FIAN International
 FIAN Nepal
 FIAN Paraguay
 FIAN Switzerland for the Right to Food
 FIAN Uganda
 Focus on the Global South
 Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos Instituto de Participación y Desarrollo FOCO INPADE, Argentina
 Fresh Eyes, United Kingdom
 Friends of the Earth International
 GEN Finland
 Global Justice Ecology Project, USA
 Haki Nawiri Afrika, Kenya
 Housing and Land Rights Network - Habitat International Coalition (HIC-HLRN)
 Indigenous Movement for Peace Advancement and Conflict Transformation (IMPACT), Kenya
 Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)
 Instituto de Estudos Socioeconômicos - Inesc, Brazil
 International Alliance of Inhabitants
 Justiça Ambiental, Mozambique
 Karamoja Herders of the Horn, Uganda
 La Alianza Global Jus Semper, USA
 La Via Campesina
 Legal Resources Centre, South Africa
 Manushya Foundation, Thailand
 Milieudefensie, The Netherlands
 Movimiento Agroecológico Latinoamericano y del Caribe (MAELA)
 Nash Vek Public Foundation, Kyrgyzstan
 National Campaign for Sustainable Development, Nepal
 National Hawker Federation, India

Organisation pour la Protection de l'Environnement Guinéen (OPEG), Guinea
Otros Mundos Chiapas/Amigos de la Tierra México
Pacific Network on Globalisation
Pakistan Fisherfolk Forum
Pakistan Kissan Rabita Committee - PKRC
Pathways for Women's Empowerment and Development/Integrated Agricultural Training Center (PaWED-IATC), Cameroon
PELUM Association Regional Desk
Philippines Australia Solidarity Association, Australia
Project Sepik Inc, Papua New Guinea
RCP-NETWORK, DRC
Rural Area Development Programme (RADP), Nepal
School of Democratic Economics (SDE), Indonesia
SOBREVIVENCIA, Amigos de la Tierra Paraguay
Society for International Development (SID)
Solidagro, Belgium
SOS FAIM, Luxembourg
Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI), Uganda
The Oakland Institute
Tierra Nativa, Argentina
Transnational Institute (TNI)
Una Sola Terra, Catalunya
Union des Associations et des Coordinations d'Associations pour le Développement et la Défense des Droits des Démunies (UACDDDD), Mali
UNASCAD (Union des Amis Socio Culturels d'Action en Développement), Haïti
UNICAM GALAXIA MNCI CLOC LVC, Argentina
Unidad de la Fuerza Indígena y Campesina (UFIC), Mexico
Unitarian Universalist Service Committee, USA
Uusi Tuuli (New Wind), Finland
Women's collective, Tamil Nadu, India
Yayasan Pusaka Bentala Rakyat, Indonesia

Vous pouvez signer cette déclaration [ici](#).